

## **VD\_GERICHTE PE15.018755 vom 17. Februar 2017**

VD Tribunal cantonal, 2017-02-17, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_PE15.018755](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE15.018755)

FR: VD\_GERICHTE PE15.018755 du 17 février 2017

IT: VD\_GERICHTE PE15.018755 del 17 febbraio 2017

### **Erwägungen**

#### **E. 3.1**

Selon l'art. 173 ch. 1 CP, se rend coupable de diffamation notamment celui qui, en s'adressant à un tiers, aura accusé une personne ou jeté sur elle le soupçon de tenir une conduite contraire à l'honneur, ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération. Aux termes de l'art. 174 ch. 1 CP, commet une calomnie notamment celui qui, connaissant la fausseté de ses allégations, aura, en s'adressant à un tiers, accusé une personne ou jeté sur elle le soupçon de tenir une conduite contraire à l'honneur, ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération. Ces deux dispositions protègent la réputation d'être une personne honorable, c'est-à-dire de se comporter comme une personne digne a coutume de le faire selon les conceptions généralement reçues (ATF 132 IV 112 consid. 2.1; ATF 128 IV 53 consid. 1a). L'honneur protégé par le droit pénal est conçu de façon générale comme un droit au respect qui est lésé par toute assertion propre à exposer la personne visée au mépris en sa qualité d'homme (ibidem). L'atteinte à l'honneur pénalement réprimée doit ainsi faire apparaître la personne visée comme méprisable (ATF 137 IV 313 consid. 2.1.1; ATF 133 IV 308 consid. 8.5.1). Il ne suffit pas d'abaisser une personne dans la bonne opinion qu'elle a d'elle-même ou dans les qualités qu'elle croit avoir, notamment dans le cadre de ses activités professionnelles, artistiques, politiques ou sportives (ATF 119 IV 47 consid. 2a; ATF 117 IV 27 consid. 2c; ATF 116 IV 205 consid. 2, JT 1992 IV 107; Dupuis et alii, op. cit., n. 4 ad rem. prélim. aux art. 173 à 178 CP, p. 1014, et la doctrine citée). Si l'allégation litigieuse ne porte atteinte qu'à la considération dont jouit le lésé dans sa profession ou ses affaires, il n'est pas visé par les art. 173 ss CP (ATF 115 IV 44 consid. 1, JT 1990 IV 107). Pour apprécier si une déclaration est attentatoire à l'honneur, il faut se fonder non pas sur le sens que lui donne la personne visée, mais sur une interprétation objective selon la signification qu'un destinataire non prévenu doit, dans les circonstances d'espèce, lui attribuer (TF 6B\_143/2011 du 16 septembre 2011 consid. 2.1.3; ATF 133 IV 308 consid. 8.5.1 précité ; CREP 26 mai 2015/361 consid. 2.2). Les mêmes termes

- 8 - n'ont donc pas nécessairement la même portée suivant le contexte dans lequel ils sont employés. C'est ainsi que dans le cadre d'une campagne électorale où chacun sait que les attaques entre adversaires politiques doivent être prises avec une grande circonspection, on n'admettra qu'avec beaucoup de retenue l'existence d'une atteinte à l'honneur (ATF 116 IV 150 consid. c, ATF 105 IV 196 consid. 2a et b). La loi prévoit la possibilité pour une personne accusée de diffamation d'apporter des preuves libératoires qui excluent sa condamnation (art. 173 al. 2 CPP). Toutefois, dans le cadre de l'application de l'art. 173 CP, les motifs justificatifs de la partie générale du code pénal, qui excluent d'emblée l'illicéité de l'acte, doivent être examinés avant la question de la preuve libératoire (ATF 131 IV 154 consid. 1.3.1 et les références citées; Dupuis et alii, Petit commentaire du Code pénal, Bâle 2012, n. 49 ad art. 173 CP). Le fait justificatif fréquemment invoqué dans le cadre de la

diffamation est celui des actes autorisés par la loi (art. 14 CP). Conformément à l'art. 14 CP, quiconque agit comme la loi l'ordonne ou l'autorise se comporte de manière licite, même si l'acte est punissable en vertu du présent code ou d'une autre loi. Cette norme peut, dans certaines hypothèses, exclure la culpabilité en cas d'atteinte à l'honneur. La jurisprudence admet ainsi que les déclarations attentatoires à l'honneur émanant de parties à un procès et de leurs avocats peuvent être justifiées par le droit d'alléguer en procédure et les obligations y relatives consacrés par la constitution et les lois, respectivement par un devoir de fonction, à condition que le déclarant se soit exprimé de bonne foi en se limitant à ce qui était nécessaire et pertinent et qu'il ait présenté comme telles de simples suppositions (ATF 131 IV 154 consid. 1.3.1 ; ATF 118 IV 153 consid. 4b ; ATF 118 IV 248 consid.).

### E. 3.2

En l'espèce, on relèvera d'abord que les allégations litigieuses qui concernent le fait pour I.\_\_\_\_\_ d'utiliser des moyens dilatoires et de manquer d'indépendance face à son client, respectivement d'avoir fait fi des règles de déontologie applicables aux avocats, sont uniquement de

- 9 - nature à porter atteinte à la considération dont le prénommé jouit dans sa profession, si bien que les art. 173 ss CP ne sauraient trouver application. De toute manière, on ne saurait considérer que la teneur de ces propos ferait apparaître le recourant comme méprisable. Quant aux propos accusant I.\_\_\_\_\_ d'être associé à son client, qui aurait volontairement conduit la société K.\_\_\_\_\_ SA à la faillite dans le but de racheter les actions de cette société à la moitié du prix initialement convenu, respectivement de s'être livré à des manœuvres frauduleuses portant atteinte aux intérêts des époux F.\_\_\_\_\_, il faut relever ce qui suit. En premier lieu, ces propos sont parvenus uniquement à la connaissance du Bâtonnier, qui était, de surcroît, parfaitement conscient des circonstances dans lesquelles ils avaient été énoncés. En outre, en vertu de l'art. 2 USB (Usages du barreau vaudois), conformément à l'art. 30 CSD (Code suisse de déontologie) et sauf urgence, un avocat ne peut, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, dénoncer un confrère à la Chambre des avocats, ou introduire une action civile ou administrative contre un confrère en raison de l'activité professionnelle de ce dernier ou toute action pénale, avant d'avoir demandé au Bâtonnier de rechercher une solution amiable, cela même si le confrère que l'on entend attaquer s'est déclaré d'accord avec l'action envisagée. Ainsi, aucune action judiciaire ne peut être introduite contre un confrère sans que le litige ait préalablement été soumis au Bâtonnier, qui essaiera avant tout de l'aplanir. Dans un tel contexte, les accusations portées devant un confrère par un avocat contre un autre avocat ne seront pas suivies aveuglément, mais examinées de manière très critique dans le but de trouver une solution amiable. Cela a pour conséquence que, dans des circonstances de ce genre, l'on ne peut admettre qu'avec beaucoup de retenue l'existence d'une atteinte à l'honneur susceptible de répression pénale. Cela étant, la question de savoir si l'émission des soupçons litigieux doit être qualifiée ou non d' attentatoire à l'honneur peut rester indécise. En effet, même si l'on devait considérer qu'il y a atteinte à l'honneur, elle serait justifiée sous l'angle de l'art. 14 CP. Autrement dit,

- 10 - les affirmations litigieuses faites par Q.\_\_\_\_\_ étaient justifiées par son obligation d'alléguer en vue d'obtenir l'autorisation du Bâtonnier de déposer, au nom de ses clients, une plainte pénale à l'encontre de son confrère. Il convient en effet d'admettre que les allégations incriminées ont été formulées de bonne foi par le prévenu, qui a indiqué s'être fié aux informations que lui avait communiquées un ancien client, N.\_\_\_\_\_ (cf. PV aud.

1), d'autant plus que ce dernier a réitéré, devant le Ministère public, ses accusations à l'encontre d'I.\_\_\_\_\_ lorsqu'il a été entendu en qualité de témoin le 23 juin 2015. A cet égard, le recourant se contente d'affirmer que le prévenu savait que N.\_\_\_\_\_ était peu fiable, sans toutefois l'étayer. Le fait qu'une plainte pour faux témoignage ait été déposée contre ce témoin ensuite de son audition par le Ministère public n'y change rien, puisque c'est au moment où le prévenu a envoyé au Bâtonnier les lettres incriminées qu'il devait être convaincu que ses allégations étaient fondées. Enfin, le fait qu'une partie des relations contractuelles entre les époux F.\_\_\_\_\_ et J.\_\_\_\_\_ se soit déroulée courant 2011, soit avant que le recourant ait reçu mandat, le 16 novembre 2011, d'assurer la défense des intérêts de J.\_\_\_\_\_, n'est pas déterminant, dès lors que ce dernier aurait pu consulter le recourant pour une autre cause. Sur la base de ce qui précède et des éléments au dossier, on peut considérer que l'intimé, au moment où il s'est adressé au Bâtonnier, avait des éléments sérieux lui permettant de soupçonner le recourant, de sorte qu'il ne saurait être reconnu coupable de diffamation ou de calomnie. Par conséquent, l'ordonnance de classement attaquée ne porte pas le flanc à la critique.

#### **E. 4**

Il résulte de ce qui précède que le recours doit être rejeté sans autre échange d'écriture (cf. art. 390 al. 2 CPP) et l'ordonnance attaquée confirmée. Les frais de la procédure de recours, constitués du seul émolument d'arrêt, par l'100 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais judiciaires de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre

- 11 - 2010 ; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP). Le montant de 550 fr. déjà versé par le recourant à titre de sûretés sera imputé sur les frais mis à sa charge (art. 383 al. 1 CPP ; art. 7 TFIP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est rejeté. II. L'ordonnance du 7 novembre 2016 est confirmée. III. Les frais d'arrêt, par l'100 fr. (mille cent francs), sont mis à la charge d'I.\_\_\_\_\_. IV. Le montant de 550 fr. (cinq cent cinquante francs) déjà versé par le recourant est imputé sur les frais mis à sa charge au chiffre III ci-dessus. V. L'arrêt est exécutoire. Le vice-président : La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Me I.\_\_\_\_\_, - Me Q.\_\_\_\_\_, - M. le Procureur général du canton de Vaud ; et communiqué à : - M. le Procureur du Ministère public central, division affaires spéciales, par l'envoi de photocopies.

- 12 - Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.